

"Non, M. Hollande n'est pas le plus crédible en matière d'économie"

LE MONDE | 18.04.2012 à 14h12 • Mis à jour le 18.04.2012 à 15h35

Par Sophie de Menthon, présidente du mouvement Ethic, membre du Conseil économique, social et environnemental

C'est avec modestie mais une immense conviction que je m'élève contre la tribune appelant à voter François Hollande signée par [certains universitaires et "experts" économiques](#)

(http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/04/17/nous-economistes-soutenons-hollande_1686249_3232.html) (*Le Monde* du 18 avril) .

C'est au nom du vécu quotidien des entrepreneurs que je réfute et m'inquiète de ce choix. Oui, *"il faut mettre un terme à la course absurde contre le moins-disant social"* mais qui par définition constitue une course mondiale. A la lecture de cette tribune, on pourrait croire que les plus à même de faire cesser cette course seraient ceux qui multiplient les contraintes pour les entreprises ; ceux qui nous ont imposé les 35 heures sans avoir fait le constat d'un échec, ceux qui multiplient les contraintes et les contrôles aveugles et punitifs ou encore ceux dont les alliés prônent les 32 heures et un smic à 1 700 euros. Si la seule façon de développer la croissance consiste à multiplier les emplois aidés, les emplois publics et les subventions, alors oui : la course s'arrêtera... car la France ne sera plus dans la compétition.

Nous partageons bien sûr l'ambition de *"réorienter la construction européenne"*. Mais la réduction des déficits publics reste le préalable inéluctable, et c'est là que les voies divergent. Les chefs d'entreprise, eux, sont convaincus que le président du conseil italien, Mario Monti, est sur le bon chemin, que les Allemands ont eu raison, que les Britanniques qui ont décidé de faire de leur pays le plus attractif économiquement vont remporter la mise. Un Etat "garant", mais pas un Etat "gérant", c'est le secret de la réussite économique et c'est opposé à l'idéologie de gauche.

Oui, il faut que nos salariés gagnent plus. Oui, il faut que nos administrations soient performantes mais pour cela gérées comme des entreprises. Quel patron n'a pas eu à "sacrifier" des emplois parce qu'il perdait de l'argent ? Qui n'a pas eu à demander des efforts ? Pourquoi l'Etat et les collectivités locales ne devraient-ils pas se plier à cette règle universelle ?

Nicolas Sarkozy n'est pas allé assez loin dans un libéralisme bien compris, pas ce libéralisme caricatural dont lui-même se déclare l'ennemi. Mais c'est le peuple français qui doit accepter de se réformer dans ses structures, sa protection sociale, son système syndical paralysant et politisé, ses universités qui se méfient encore de ce qui émane de l'entreprise.

On ne peut qu'être abasourdi devant l'ignorance du terrain économique sur lequel se jouent les matchs de nos entreprises : salariés et patrons ensemble. Ce plaidoyer qui promeut la formation par exemple mais enterre les rapports qui dénoncent le financement des syndicats au lieu de se consacrer à cette même formation ; ce plaidoyer qui vise à interdire les paradis fiscaux, qui décide de réduire l'évasion fiscale (il n'y aura plus personne à faire évader dans peu de temps), qui parle

de compétitivité sans penser un instant que, dans le monde, c'est l'Etat le premier qui se doit d'être compétitif (attractivité fiscale, facilité d'implantation, allégement des procédures, etc.).

Ce plaidoyer est déconnecté de la réalité ; et les mêmes qui veulent booster l'emploi et la compétitivité sont tout à coup saisis d'un doute existentiel : *"Voulons-nous toujours plus d'objets de consommation à l'obsolescence accélérée ?"* Certes, il faut repenser notre économie, notre civilisation et le bonheur, mais refaire le monde en ces termes ne nous fera pas sortir de la crise. Non, je ne pense pas que François Hollande *"réussisse la transition écologique"* et *"crée une nouvelle civilisation urbaine fondée sur des activités de proximité"* !

Il faut aussi arrêter d'opposer monde de la finance et monde de l'entreprise. On ne gagnera rien à creuser davantage ce fossé, les entreprises ont besoin d'un système bancaire innovant et compétitif... L'Etat n'a pas été un bon banquier ! Quant à moi, je souhaite que la France se libère d'une forme d'assistanat régressif. Je souhaite une énergie créatrice, une liberté d'entreprendre, un Etat modeste et garant qui crée les conditions de l'emploi et non l'emploi lui-même.

Je souhaite que le terme "frontière" ne soit pas utilisé comme une cellule d'assistance psychologique et la fausse garantie d'un monde meilleur. Je souhaite que l'enthousiasme et le désir de gagner soient le ciment fédérateur de Français entrepreneurs d'eux-mêmes. Pour sa conscience du nécessaire désendettement, on peut voter François Bayrou. Pour sa force de vie, son appétit de faire réussir la France, son énergie de globe-trotter, il faut appeler à voter Nicolas Sarkozy.

Sophie de Menthon, présidente du mouvement Ethic, membre du Conseil économique, social et environnemental